

## ON EN PARLE

## Nouvelle action

de la CGT-Ford ce matin

**BLANQUEFORT** Alors que Ford Europe a annoncé depuis plusieurs semaines sa volonté de se désengager du site industriel de Blanquefort, la CGT-Ford organise ce matin une nouvelle action. Le syndicat prévoit « une opération barricades » dès 5 h 30 devant l'usine Ford Aquitaine Industries (FAI).

## Les centres éducatifs autorisés à rouvrir

**SAINTE-EULALIE ET CASTELVIEL** Fermés depuis décembre 2016, à la suite de signalements de maltraitements, le centre éducatif fermé (CEF) de Sainte-Eulalie et le centre éducatif renforcé (CER) de Castelvieu, viennent d'être autorisés à rouvrir. Les arrêtés préfectoraux sont tombés voilà quelques jours. Ces deux structures de prise en charge de mineurs délinquants sont gérées par la même association, Oreag. Il y a un peu plus d'un an, elles avaient été fermées par la préfecture sur demande de la direction interregionale de la protection judiciaire de la jeunesse, du fait de soupçons de maltraitements sur des jeunes par des éducateurs. En septembre dernier, un administrateur provisoire avait été nommé par la préfecture pour tout remettre à plat. Après une mission de six mois, au cours de laquelle les équipes ont été profondément remaniées, il avait rendu un avis positif pour la réouverture.

# Etre à la fois entrepreneur et salarié, c'est possible

**BÈGLES** À Coactions, le chef d'entreprise ne se consacre qu'à son activité, la gestion et sa rémunération étant assurées par un système de coopérative solidaire



**Indépendants mais salariés : Benoît Rêche, Sarah Delmas et Sylvain Gicquel n'auraient pu se lancer sans Coactions.** PHOTO H.P.

l'huile d'olive, les olives et les pistaches qui font, à bas, des centaines. A raison de 5 tonnes d'huile vendues par an, 300 kilos d'olives et 600 kilos de pistache, tout va bien pour lui. La tapissière ne manque pas d'ouvrages (ni de cœur à y mettre) et l'extracteur de jus (qui vient de démarrer son activité) se réjouit de l'accueil des clients.

### Toute l'énergie pour l'activité

Tous trois sont indépendants dans leur activité... et salariés de Coactions. « L'accompagnement par Coactions est à la fois individuel et collectif, décrit Bérangère Mauve, en charge de la vie coopérative. Notre coopérative d'activités et d'emplois assure une aide à la création, un hébergement juridique et administratif, les prestations sociales, un réseau de professionnels, l'accès au régime de socialitaire et une sécurité économique avec une rémunération. »

Celle-ci est fixée par contrat, en fonction du chiffre d'affaires de l'activité. À Coactions, le salaire moyen

**HERVE PONS**  
h.pons@sudouest.fr

Créer son activité s'adonner à une passion, n'obéir qu'à son enthousiasme... Autant de rêves qui se heurtent aux réalités des financements, des bilans compliqués, aux marges à dégager, aux nécessités de formations qui assurent (si tout va bien) le succès.

Il existe une troisième voie – connue – entre l'entrepreneuriat et le salariat : celle des coopératives d'entrepreneurs et entreprises solidaires. À Bègles, c'est Coactions (1). A Lormont, Coop'Allia.

Sur la cinquantaine d'entrepreneurs qui ont fait le choix de Coactions, il y a la tapissière Sarah Delmas, qui remet au goût du jour des fauteuils hors d'âge. Benoît Rêche, qui presse à froid des fruits et légumes parfaitement naturels, donc à courte conservation mais aux goûts et aux qualités intacts. Il y a aussi Sylvain Gicquel qui se rend dans le village grec de Pantanassa, pour y chercher

(1) Réunion d'information demain, à 20 heures, 1, place du 14-Juillet à Bègles. Coactions est aussi présent en Gironde à Caploux, Langon, La Réole, au niveau de la Région à Agen (47), Hagetmaut Mont-de-Marsan (40).  
Contacts : Sarah Delmas, atelier@ninegreen.fr, rue Victor-Hugo à Bègles (ninegreen.fr), Benoît Rêche : entrepriise@biffre.fr, Benoît Rêche : entrepriise@biffre.fr, Sylvain Gicquel : echoppedepantamassa.wordpress.com

## Les anti-pesticides se tournent vers l'Etat

**BORDEAUX** Un collectif d'associations était reçu à la préfecture à propos des sites sensibles



**Les associations demandent de plus grandes zones tampon autour des sites sensibles, comme les écoles.** ARCHIVES JÉRÔME JANET

Dix associations étaient reçues hier soir à la préfecture, à Bordeaux, pour évoquer la question des pesticides dans l'agriculture. Parmi elles, l'Alerte aux toxiques, Générations futures, l'Alerte médecins sur les pesticides, la FSJ ou encore la FCPE. Un large spectre allant des associations de défense de l'environnement, des victimes, des parents d'élèves, etc.

Il s'agissait de demander de vive voix au préfet un renforcement de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2016 qui réglemente les épandages de produits phytosanitaires à proximité des sites sensibles, notamment les écoles. Le collectif reproche notamment au document de ne pas interdire les CMR (cancérogènes, mutagènes et

reprotoxiques), considérés comme les plus dangereux. Les associations réclament par ailleurs une extension de la zone tampon à 200 mètres, aujourd'hui fixée à 50 mètres, autour d'établissements sensibles.

Des demandes qui ne datent pas d'hier, recueillies ce mardi par le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires et de la mer. Le dialogue est ouvert comme il l'a été il y a peu avec le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB) sur cette question très sensible en Gironde. Sachant que la législation sur les traitements phytosanitaires échappe en grande partie à l'échelon local puisqu'elle relève d'un arbitrage national.

Ici,  
Lucie  
a envoyé  
son dernier  
message.

80

**MORTS PAR AN  
SUR LES ROUTES DE GIRONDE  
CHANGEONS NOS COMPORTEMENTS**

